



COMMUNIQUÉ DE PRESSE COMMUN CONFÉDÉRATION CGT, FÉDÉRATION DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET UNION DÉPARTEMENTALE DE SEINE-MARITIME

CATASTROPHE INDUSTRIELLE À ROUEN

LA MISE EN PLACE CATASTROPHIQUE D'UN COMITÉ DE SUIVI !

Ce matin, s'est tenue à Rouen, en présence des ministres de la santé et des solidarités, de la Transition écologique et solidaires, de l'Agriculture et de l'Alimentation, une réunion de mise en place du « Comité de suivi pour la transparence et le dialogue ».

Composé d'une cinquantaine de membres, ce Comité a pour but de suivre, dans le temps, l'évolution et les conséquences de la catastrophe industrielle et environnementale survenue à Rouen le 26 septembre dernier afin, selon le préfet de la Seine-Maritime, « d'en tirer les enseignements et mieux les dépasser ».

Pour la CGT, le gouvernement ne joue ni le jeu de la transparence, ni celui du dialogue : aucune information n'a été donnée aux composantes de ce Comité sur leurs attributions, le champ d'intervention, ni même la possibilité de connaître précisément sa composition. Par ailleurs, le nombre de représentant de chaque composante a été limité à une personne et le rythme des réunions du comité et la durée de sa mission n'ont pas été définis par les ministères.

À l'initiative de la CGT, un large collectif unitaire composé de syndicats, d'associations et de partis politiques s'est constitué. Malgré une demande officielle, la Préfecture de Région a refusé la participation de représentants de ce collectif au sein du Comité !

De nouveau, la tentative d'affichage d'ouverture au dialogue et à la transparence prônée à grand renfort de communication par le gouvernement se heurte à la réalité des faits.

Pour ces raisons, la CGT a décidé de décliner l'invitation à cette première réunion qui s'avère n'être qu'une énième campagne de communication alors que l'urgence appelle à la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés au premier rang desquels les travailleurs, les riverains et le monde paysan.

Seule la mobilisation commune des travailleurs, des riverains, des paysans et de toutes les victimes peut permettre de gagner une politique industrielle ambitieuse, socialement juste, respectueuse de la santé des travailleurs et de l'environnement. Les importantes mobilisations locales des 1^{er} et 8 octobre ont porté ces exigences au travers un socle revendicatif commun.

La CGT appelle de nouveau à la mobilisation dans les rues de Rouen, samedi 12 octobre dès 15h, devant le Palais de Justice.

Montreuil, le 11 octobre 2019